

ARRÊTER LA PENSÉE DES TRAVAILLEURS

UN PROJET IDÉOLOGIQUE

Alain CARRÉ, médecin du travail

LES ORIGINES DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

La mise en pratique du libéralisme économique apparaît d'abord en Angleterre puis dans le reste de l'Europe dans la première moitié du 19^{ème} siècle. Il dérive directement du libéralisme politique, mouvement né aux 17^{ème} et 18^{ème} siècles, et favorable au développement des libertés politiques et de conscience.

Le libéralisme politique rejette l'emprise de l'Église sur le Politique ce qui rend possible l'organisation et l'évolution de la société, à partir de l'Homme et sans autre fin que lui même. Cette émancipation en rupture avec une morale reposant sur des valeurs transcendantes permet de fonder les rapports sociaux sur la liberté individuelle.

Ce libéralisme préconise la nécessité de développer des contre-pouvoirs face à l'entité artificielle et dangereuse de l'État et de limiter sa toute puissance grâce à de nouvelles règles de droit, contre l'arbitraire, les excès de l'autorité et le despotisme.

Le libéralisme économique, bien qu'il en reprenne le premier terme, diffère du libéralisme politique, d'autant plus qu'il s'est développé en réaction aux élans révolutionnaires et à leurs excès. Il existe une différence fondamentale entre libéralisme politique et libéralisme économique : le libéralisme politique se veut une liberté de penser au profit de tous, alors que le libéralisme économique est une liberté d'agir au profit de certains. Le libéralisme politique s'affranchit de règles réductrices. Il va du singulier à l'universel. Le libéralisme économique s'affranchit de règles communautaires. Il va de l'universel au singulier.

Si des philosophes théoriseront le libéralisme économique tels Jeremy BENTHAM (libéralisme économique sans limite)

ou Stuart MILL (inspirateur du libéralisme économique social démocrate), le premier à poser les fondements du libéralisme économique fut Adam SMITH (*La richesse des nations*).

Alors que le libéralisme politique reposait sur trois principes : refus de la tutelle de l'Église, rejet de l'emprise des préjugés moraux sur le Politique, limitation des pouvoirs de l'État, le libéralisme économique préconise que l'Économie doit aussi gagner son autonomie, non seulement par rapport à la religion et à la morale mais aussi par rapport au Politique.

L'activité de production et d'échange de biens et de services n'a pas à répondre à d'autres considérations, à d'autres normes, que celles qu'elle se donne à elle même, dans son propre cadre, dans sa propre logique qui est celle du marché.

Le marché y est pris comme valeur naturelle, fondatrice, régulatrice, créatrice, à partir de laquelle doit s'échafauder le système social et politique. C'est en faisant appel aux intérêts individuels que se constituent le meilleur agencement social possible et le dispositif le plus apte à prendre en charge l'organisation et l'évolution de la Société.

À la fin du 20^{ème} siècle, le libéralisme économique remporte la victoire sur les idéologies économiques concurrentes, non seulement sur celles inspirées du marxisme, mais aussi sur les autres doctrines économiques capitalistes, notamment celles qui acceptaient l'intervention du politique.

Tendant à remplir tout l'espace disponible, non seulement il s'affranchit de tout contrôle public mais le libéralisme économique investit l'État et l'espace politique et social : l'économie est mondialisée, fondée sur la titrisation boursière qui devient l'étalon et déclinée dans les entreprises, sous forme d'une organisation du travail – le management libéral.

Une idéologie a pour fonction de modéliser le réel du monde, insaisissable de façon immanente, pour permettre aux êtres humains d'agir collectivement sur ce réel, en lui donnant une certaine réalité. C'est une construction sociale partielle et partielle, d'un certain « point de vue ».

Nous émargeons tous, sans exception, soit consciemment, soit inconsciemment à une, ou le plus souvent, plusieurs idéologies par exemple, religieuses, philosophiques, sociales, économiques...

Il s'agit d'un mode naturel, pour l'être humain, d'envisager la manière de « faire société ».

Mais, comme tout modèle, les « utilisateurs » conséquents d'une idéologie doivent toujours savoir qu'ils utilisent un outil de modélisation. Ils doivent être conscients que la vision du monde que permet son usage, n'est qu'une construction artificielle dont la confrontation au réel du monde doit être permanente, pour y être en adéquation. Nier le réel du monde conduit aux dérives que décrivent les philosophes du totalitarisme. On explique ces dérives par les trois caractéristiques cardinales d'une idéologie : sa prétention à tout expliquer, son affranchissement du réel, sa méthode inductive à partir d'une seule prémisse.

Ceci explique qu'une fois la prémisse énoncée, le point de départ défini, les expériences ne peuvent plus venir contrarier la pensée idéologique unique, pas plus que celle-ci ne peut tirer d'enseignement du réel. La réalité de l'idéologie s'est affranchie du réel.

Or le libéralisme économique vise à interpréter tout réel, y compris social, dans le but de le transformer, à l'aide d'un mécanisme « naturel » le marché. Ce mécanisme qui s'impose à l'Être Humain doit organiser le monde entier, et ceci jusqu'à la « fin de l'Histoire ». Quelle que soit la réalité sociale qu'il engendre ce système se veut inéluctable.

Le libéralisme économique a donc les caractéristiques d'une idéologie qui dérape. Et depuis quelque mois la faillite du capitalisme financier nous le démontre cruellement.

UNE MACHINE À ARRÊTER LA PENSÉE

À partir de 1990, dans l'économie mondialisée, les entreprises françaises sont frappées par des mutations majeures dont les effets se font sentir progressivement. Apparaissent l'externalisation du système productif et sa substitution par les entreprises de services, la financiarisation exclusive de la gestion de l'entreprise et la mise en place d'une organisation du travail liée à l'idéologie de la mondialisation, dont les techniques sont de nature politique et qu'on nomme « management ».

L'acharnement à détruire les entreprises gérées par l'État, et la Fonction publique, parfois au détriment des ressources qu'elles lui apportaient, outre le gisement de profit privé que génère cette destruction, révèle la nature idéologique du système. Si elles sont condamnées c'est qu'elles sont un contre exemple gênant d'entreprises souvent rentables du secteur public hors marché. Le principe de l'intérêt général s'oppose

au déploiement des intérêts privés. La notion de monopole de service public s'oppose à la libre concurrence du marché. La notion d'usager empêche le déploiement du service commercial au client. Le statut du personnel ne permet pas la mise en concurrence des salariés. Les compétences professionnelles des agents empêchent les stratégies de sous-traitance au moins disant. Elles constituent un obstacle au développement des techniques managériales.

En effet, il ne s'agit plus tant d'organiser le travail de la main d'œuvre que de prendre le pouvoir sur l'esprit de chaque travailleur afin d'en faire un rouage docile et productif, qui assume, sur sa santé, les contradictions du système.

Il faut sidérer puis arrêter la pensée critique. Alors, le « chacun pour soi » doit remplacer le « tous ensemble ». Cet arrêt de la pensée est au cœur du système puisqu'il constitue son moteur même et conditionne sa capacité de manipulation. La persistance d'une pensée critique empêche « l'enfumage » des salariés : elle met en doute la pertinence de considérer le marché comme objectif du travail, rappelle obstinément la réalité des situations, permet de fédérer des collectifs de salariés autour de valeurs professionnelles, s'oppose à leur instrumentalisation.

Or, pour isoler les salariés il faut les « dé-soler », c'est-à-dire, ôter toute possibilité d'espace temporel ou social d'échange entre eux. Ainsi le management libéral construit-il un décor, une toile peinte, par exemple celle de l'initiative et de l'accomplissement de soi. Il « raconte des histoires » dans tous les sens de l'expression. Il invente une réalité plus vraie que la réalité où les supposées évidences tiennent lieu de doctrine.

La question du travail et du « travailler » s'efface devant celles des comportements, de la motivation et de la concurrence. La souffrance qu'il engendre devient du stress qu'il faut apprendre à gérer pour qu'il devienne « bon ». La réalité du travail ne guide bientôt plus l'organisation.

Ceux qui résistent, les militants syndicaux par exemple, sont à écarter car ils apportent un déni insupportable au monopole de la réalité que prétend porter le libéralisme.

L'occupation de tout l'espace social permet de renforcer cet arrêt de la pensée critique dans le travail. Aucun redémarrage ne peut se produire hors de l'entreprise. Dans l'espace public, la question sociale est devenue comportementale. Le fait divers remplace les déterminismes sur lesquels on pourrait agir. Seuls demeurent les « signes » et disparaissent les « choses signifiées ».

Car, ces méthodes ont essaimé dans l'espace politique et social. Mélange d'idéologies défensives et d'idées reçues, ce qu'Alain BADIOU nomme le « Régime des opinions », se substitue à la rationalité des situations réelles. Pour lui, ce mode de pensée a gagné la société. Quand une société ne supporte plus la réalité et la dissimule derrière des opinions, des professions de foi factices et des « simulacres de vérité », dans laquelle l'*hubris* tient lieu de politique, c'est qu'elle est en voie de disparition. Or, la négation dans l'entreprise de la réalité du travail, la cécité sur l'activité de tra-

vail, la réduction du travailleur à un objet à valeur économique exclusive, qui se dissimulent derrière la « communication », sont la source même de la crise sociale.

La communication, celle de l'entreprise ou des femmes et hommes politiques, et ses tactiques sont en lien avec les travaux du théoricien Edward BERNAYS (1891-1995), auteur d'un ouvrage intitulé *Propaganda*. Comment manipuler l'opinion en démocratie, paru aux États-Unis en 1928. Le vocabulaire y occupe une grande importance : « *Utilise mes mots et bientôt tu penseras comme moi* ».

Comme cela était prévisible, les atteintes à la santé, notamment psychique, en lien avec la perte de la justesse et celle de la justice, sont vécues dans l'isolement, la culpabilité, le doute sur soi même, la souffrance éthique, et ont une très grande incidence parmi les travailleurs.

Mais ce qui est particulier c'est que, du fait de l'arrêt de la pensée, les liens de cette souffrance à l'organisation qui les génère ne sont souvent pas perçus. De même la crise mondiale, est mise au compte d'une perversion du système, voire de quelques uns de ses acteurs, « de pratiques perverses » alors qu'il est consubstantiel à la doctrine économique libérale.

Les syndicalistes eux-mêmes manquent de pistes de compréhension pour traiter les problèmes en amont, que génère le management libéral.

Savamment construits par le management libéral, l'arrêt de la pensée et la cécité sur les causes et les effets qu'ils génèrent, sont les puissants moteurs de l'aliénation sociale, de l'aliénation culturelle, notamment sectaire, et d'une partie de l'aliénation mentale.

Déchirer le rideau du management libéral, mettre en lumière ses méthodes, les critiquer, c'est :

- donner les moyens aux salariés d'accéder à la compréhension de ce qu'ils vivent, non pas du côté de leur individualité mais bien du côté du travail, afin de leur permettre de sortir de la culpabilité qu'ils ressentent et de reconstruire un sens de leur relation au travail, en particulier en lien avec les autres salariés
- créer les conditions d'un débat dans l'espace public de l'entreprise sur ces questions dans un but de prévention de ces risques. Il s'agit ainsi de permettre aux salariés de réinvestir collectivement l'organisation du travail.

Pour chaque salarié redémarrer sa pensée critique, c'est restaurer son pouvoir d'agir et recouvrer ainsi la capacité d'être au travail comme sujet et non d'avoir un emploi et de perdre sa vie à la gagner. €